

## 2

## *Les dix dernières années : temps de crise, temps d'opportunités*

En un sens, les antécédents de l'histoire de la décennie qui va de 1971 à 1980 se situent en 1968, année au cours de laquelle le système politique et social hérité de la révolution de 1910 fut mis à dure épreuve. Entre juillet et octobre, Mexico fut le théâtre de manifestations massives : étudiants et corps enseignants protestèrent vigoureusement à l'occasion de violents incidents survenus dans des établissements d'enseignement secondaire. Aggravées par l'escalade de la répression policière, ces manifestations, pour la première fois depuis 1957-1958, remettaient en question la légitimité du programme politique du régime.

Le mouvement de 1968 réclamait le respect de l'esprit démocratique de la constitution de 1917. Sans être ouvertement révolutionnaire, cette attitude revenait à dénoncer et à refuser la tendance autoritariste et corporative du régime. En même temps, la contestation censurait vivement le modèle de croissance économique adopté à partir de la deuxième guerre mondiale, l'accusant d'avoir accentué l'inégalité dans l'accès à la richesse, de n'avoir pas été capable de créer des emplois au rythme exigé par le développement démographique et, en dépit d'une industrialisation rapide et de la modernisation de l'agriculture, de maintenir la dépendance du Mexique à l'égard de l'étranger — voire même de l'accroître, dans le domaine de la technologie, par exemple. Bref, en fait, sinon très

consciemment, le mouvement de 68 s'élevait contre les traits principaux du système de l'économie mixte, du moins tel qu'il s'était développé pendant les années précédentes. Pourtant, les étudiants, appartenant pour la plupart à la classe moyenne, ne réussirent pas à obtenir l'appui des ouvriers et encore moins celui des paysans. Tout au long de la crise, ces deux secteurs, en repoussant les efforts des jeunes pour les attirer vers des positions antigouvernementales, devaient démontrer leur qualité de « piliers » politiques du régime.

La sévère répression du mouvement contestataire, qui atteignit son maximum avec le massacre de la place des Trois Cultures à Tlatelolco, le 2 octobre, mit un point final à l'agitation étudiante et à ses « occupations sauvages ». Le gros de la communauté universitaire se replia sur son espace naturel, les universités, mais enrichie désormais d'une conscience très critique du système, qui n'allait pas tarder à se transmettre aux nouvelles générations et à s'exprimer par des analyses exposant, avec plus ou moins de rigueur, les « zones d'ombre » : toutes choses qui devaient empêcher les dirigeants politiques et économiques du pays de se « reposer sur leurs lauriers ». Entre 1971 et 1980, ce fut une véritable explosion d'exposés critiques, qui s'en prenaient à un modèle de croissance économique axé sur le développement à tout prix et à l'autoritarisme du contrôle politique.

Les conséquences de 68 ne se réduisirent pas uniquement à ce qu'on peut appeler « crises de conscience » et « conscience de la crise ». Certains estimèrent que la répression ne laissait pas d'autre alternative que de répondre à la violence par la violence, et celle-ci se fit jour de diverses manières. La guérilla représenta au Mexique un phénomène caractéristique des années soixante-dix, surtout de 1971 à 1975. Plus structurée idéologiquement, la guérilla urbaine opéra dans les principales villes du pays, tandis que la guérilla rurale restait localisée dans le Guerrero, un État déjà surchargé de problèmes locaux et où la violence régnait à l'état endémique. Si l'une et l'autre tentèrent de faire leur jonction, elles empruntèrent en réalité des voies différentes et, lorsque finalement

l'appareil de sécurité de l'État parvint à les désorganiser, cette voie fut pratiquement fermée à l'opposition. En 1977, dans les premiers mois de la présidence de López Portillo, une large amnistie en faveur des détenus politiques cherchait à réduire le coût politique de l'opération.

Le système politique mexicain actuel a montré récemment une grande souplesse dans sa réponse à ceux qui l'attaquaient : plutôt que de réprimer leur action, il a préféré en général attirer les opposants dans les structures du régime. En fait, dès 1971, l'administration du président Echeverría avait mis l'accent sur la négociation : faisant sien l'étendard de la critique, Echeverría attaqua la philosophie et la pratique de la politique du « développement à tout prix » des années antérieures, et en particulier celles d'un développement jugé compatible avec la stabilisation des prix, coupables d'entretenir et d'entériner l'injustice sociale. Du haut de la pyramide du pouvoir tombèrent alors des condamnations : celle des hommes « qui avaient trahi les idéaux de la révolution », celle de l'impérialisme, et même celle du capitalisme. Dans la pratique, si cette rhétorique — qui présentait certains côtés populistes et néocardénistes — ne déboucha pas sur des changements fondamentaux, elle causa en revanche de vives inquiétudes dans certains milieux conservateurs.

L'une des réponses d'Echeverría aux événements de 68 fut d'assigner aux universités des pouvoirs accrus; une autre, d'admettre et même d'encourager la formation de petites organisations de gauche, comme le Parti mexicain des travailleurs et le Parti socialiste des travailleurs, et de mettre en liberté la plupart de ceux qui avaient participé aux événements de 68 — certains furent incorporés à l'administration publique —, tandis que la critique exprimée à travers les *mass media* rencontrait moins d'obstacles. A la fin de son sexennat, cette liberté d'expression, noyau de la politique écheverriste de l'« ouverture démocratique », subit abruptement quelques limitations, que peut illustrer l'expulsion, en 1976, des membres de la direction d'*Excelsior*, le journal national le plus important — expulsion à laquelle le gouvernement, impatienté par la persis-

tance et l'intensification de la critique indépendante, ne fut pas étranger. Quoi qu'il en soit, l'espace gagné par la critique, bien que limité, resta acquis.

Le président José López Portillo prit ses fonctions en décembre 1976, au milieu d'une nouvelle crise de confiance née principalement des problèmes économiques et financiers. Sous son administration, le ton de la rhétorique officielle baissa considérablement, encore que le nouveau président admit, lui aussi, l'échec d'une politique de « développement coûte que coûte », et qu'il poursuivit la recherche d'une solution institutionnelle et légitime aux problèmes posés par l'existence d'une opposition faible, sans doute, mais organisée et active. En 1979, par le moyen d'une réforme de la législation des partis et des procédures électorales, le régime accorda la reconnaissance officielle, avec les bénéfices y afférents, à deux partis de gauche, le Parti communiste mexicain et le Parti socialiste des travailleurs, ainsi qu'à un parti de droite, le Parti démocrate mexicain. Certaines modifications apportées à la législation et visant à augmenter la présence à la Chambre des députés de représentants des partis minoritaires, selon le principe de la représentation proportionnelle, vinrent compléter cette mesure. Le congrès ouvrait ses tribunes à l'opposition, même si le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) — le parti du gouvernement — s'assurait soigneusement de maintenir sa majorité à la Chambre et son monopole au Sénat; son empire sur la totalité des gouvernements et des congrès régionaux, ainsi que sur l'immense majorité des municipalités, n'était du reste pas remis en cause. L'essentiel de ce qu'on a nommé « la réforme politique » consista donc à ouvrir à l'opposition un espace limité, mais institutionnel, précisément pour qu'elle ne se retrouve pas acculée à des solutions illégales et poussée à la violence.

Si la crise politique des dix dernières années débute en 1968, c'est en 1973-1974 que la crise économique prend le départ. Les deux crises se rencontrent et se renforcent mutuellement entre 1976 et 1980. Dès avant cette date, certains s'étaient rendu compte que l'industrialisation lancée pendant la deuxième guerre mondiale,

fondée sur la limitation des importations, risquait de déboucher sur une impasse. Le nœud du problème était que les possibilités de remplacer des biens de consommation durable et non durable diminuaient avec le temps, et qu'il fallait penser à jeter des bases en vue d'une étape plus complexe, qui envisagerait la substitution sur une plus grande échelle des biens intermédiaires et prendrait en considération celle des biens de capital, encore à ses débuts. On avait également remarqué qu'il devenait nécessaire d'encourager l'exportation de biens manufacturés. Il fallait chercher à faire croître l'industrie « vers l'extérieur » et, de cette manière, surmonter la dépendance presque exclusive dans laquelle se trouvait l'économie mexicaine à l'égard des produits agricoles, des produits de l'élevage et des produits miniers. Mais les structures industrielles qui s'étaient constituées restaient inefficaces et ne pouvaient, sinon dans des secteurs très réduits, affronter la concurrence sur le marché mondial.

L'inflation mondiale commença à se faire sentir au Mexique en 1973; l'année suivante, elle s'y était installée définitivement : ce fut le naufrage de la remarquable stabilité des prix qui se maintenait depuis la fin des années cinquante. Les exportations et les revenus nets obtenus du tourisme ne suivirent pas le rythme des importations, et le déficit de la balance des paiements prit des proportions alarmantes : de 891 millions de dollars en 1971, il passa à 3 722 millions en 1975. Le manque de confiance qui régnait dans les milieux financiers entraîna une diminution de l'investissement privé et provoqua une importante fuite de devises. Par ailleurs, le gouvernement ne cessait de recourir à l'endettement extérieur et contractait des obligations de plus en plus vastes à l'égard d'institutions bancaires privées d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, de telle sorte que le montant de sa dette grimpa de 4 219 millions de dollars en 1971 à 11 612 millions de dollars en 1975. Il était évidemment impossible de soutenir très longtemps pareille stratégie, d'autant que l'inflation, alimentée par le croissant déficit financier du secteur public, impliquait une forte surévaluation du *peso*. Lorsqu'en 1976, le gouvernement procéda à certaines

expropriations agraires, que beaucoup jugèrent discutables, et en tout cas inopportunes, la « dollarisation » de l'économie bancaire et financière s'accrut, la fuite ouverte des capitaux atteignant même les économies des petits épargnants. Il devint donc inévitable de déclarer le peso « monnaie flottante », ce qui fut fait le 31 août 1976, la veille du dernier rapport annuel du gouvernement du président Echeverría devant le congrès de l'Union. Le taux de change fixe, de 12,50 pesos pour 1 dollar, tomba immédiatement à 20 pesos environ, puis à 22 pesos, soit, en termes de dollars, une baisse de 37,5 % à 42,25 %.

Cette décision amena de nombreux cercles nationaux et étrangers à mettre sérieusement en doute la solidité de ce qui, dix ans plus tôt à peine, avait été qualifié de « miracle mexicain ». Le climat de méfiance né de la conjoncture politique et économique se généralisa dangereusement. Pourtant, il sembla que cet état de crise généralisée allait pouvoir se résoudre, sinon en profondeur, du moins de façon immédiate, avec l'annonce de la découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures. En effet, les réserves connues de pétrole et de gaz étaient passées de 5 400 millions de barils en 1973 à 11 000 millions en 1977, et à 60 000 millions en 1980. Par décision des autorités, PEMEX (Pétroles Mexicains) devait mettre à profit la hausse extraordinaire des prix mondiaux. Le projet officiel était de produire assez de pétrole pour satisfaire à la fois la demande nationale croissante en matière d'énergie et exporter suffisamment pour réduire le gros déficit de la balance des paiements, que l'importation massive de produits alimentaires avait encore intensifié pendant les dernières années de la période 1970-1980. Mais il fallait veiller à ce qu'une éventuelle inaptitude à absorber de façon adéquate ces nouvelles ressources n'engendre des distorsions fâcheuses pour l'économie du pays. Le chiffre qui fut finalement adopté, après plusieurs changements de critère, comme « plate-forme » ou base de production, fut de 2,7 millions de barils par jour, dont à peu près la moitié serait destinée au marché intérieur et le reste à l'exportation. Il n'était pas question en effet de faire du Mexique une « nation pétrolière » de plus, mais

bien de se servir du pétrole — nationalisé depuis 1938 — comme d'un moyen susceptible de corriger les notables failles structurelles de l'économie mexicaine : accélérer la création d'emplois, viser l'efficacité industrielle et l'autosuffisance alimentaire, étendre le réseau des communications, améliorer l'instruction publique et les systèmes de protection sociale. Le secteur pétrolier lui-même allait ajouter à ses ressources directes celles, croissantes, des revenus fiscaux dont il était la source. Parallèlement, l'investissement industriel privé se renforçait, de sorte que si au cours du prochain siècle, le pétrole venait à s'épuiser, les bases d'une richesse industrielle et agricole consolidée et permanente soient déjà fortement établies. C'est là l'objet du Plan global de Développement, présenté par le gouvernement en 1980. Bien que possible, le succès d'un projet aussi important ne paraît pas, à la charnière des années 1970-1980, encore bien assuré.

Née bien antérieurement, la tendance à la concentration du revenu s'accroît pendant la période 1970-1980 : l'apparition de l'inflation, le fait que les diverses réformes fiscales de la décennie avaient été insuffisantes, que les problèmes structurels de l'économie, en particulier la basse productivité de grands secteurs de l'agriculture, n'avaient pas été attaqués radicalement, furent les causes principales du renforcement de cette tendance. Selon une enquête réalisée en 1977 par le ministère de la Programmation et du Budget, 50 % des familles de peu de ressources recevaient à cette date 13,5 % du total du revenu disponible, tandis que les 10 % qui se trouvaient au sommet de la pyramide sociale en recevaient 46 %.

Il ne faut pas s'étonner que la plus grande marge d'action de l'opposition, accrue comme on l'a vu par la réforme politique, en se conjuguant avec d'autres phénomènes provoqués par l'inflation, ait favorisé le renforcement des mouvements syndicaux indépendants, parmi lesquels on peut citer l'Unité Ouvrière Indépendante, la Tendance Démocratique des Électriciens, le Syndicat Unique des Travailleurs de l'Industrie Nucléaire, le Front Authentique du Travail, les syndicats universitaires et ceux de quelques-unes des

grandes entreprises privées. Toutefois, bien qu'importants, ces mouvements extra-légaux sont loin de mettre en danger le contrôle que le régime exerce sur le gros d'un mouvement ouvrier organisé par le congrès du Travail, et dont le centre vital reste la Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM). En réalité, et en dépit de certains heurts avec le gouvernement d'Echeverría au début de son sexennat, la CTM a réaffirmé au cours de la récente période son rôle de « pilier » le plus solide du PRI, du gouvernement et du régime. Cette caractéristique de la CTM s'explique, précisément, par sa capacité d'obtenir des ouvriers qu'ils acceptent, malgré les effets fâcheux de la crise économique, les plafonds de salaires fixés par les autorités en fonction des obligations contractées en 1976 avec le Fonds Monétaire International, mesure qui, du point de vue du contrôle de la situation économique à court terme, était indispensable si l'on voulait tenter de freiner l'inflation.

Mais le contrôle des travailleurs organisés ne représente qu'une face du problème. Selon des calculs récents, les travailleurs syndiqués sont à peu près 5 millions. Si on ajoute à ce nombre les 5 millions environ de membres de la Confédération Nationale Paysanne (CNC), de la Confédération Nationale des Organismes Populaires (CNOP) et d'autres organisations également membres corporatifs du PRI, il apparaît que, d'une façon ou d'une autre, 50 % de la force de travail est effectivement bien structurée. Une partie importante des non-organisés est composée des victimes du sous-emploi et du chômage, c'est-à-dire des secteurs qu'on peut considérer comme marginaux. Si ces derniers avaient su formuler leurs réclamations : emplois, meilleures conditions de travail, logements, services médicaux, etc., il est possible que le système ait été à peu près incapable d'y faire face. Et, dans une certaine mesure, ce furent les organisations même du PRI et de l'État qui continuèrent à remplir ces vides au moyen de programmes — relativement faciles, relativement bon marché — d'emploi rural, d'assainissement, au moyen de la création de quelques infrastructures urbaines, de quelques mesures de régularisation de la possession de la terre en cas d'« établissements spontanés », et de l'intégration

dans les structures de l'*establishment* de certains leaders de fait. Les partis d'opposition, et en particulier la gauche, ne parvinrent pas à organiser cette vaste masse apolitique, même si, en principe, ces secteurs un peu marginaux n'auraient pas dû ressentir une grande loyauté envers le régime, mais être plutôt sensibles aux mots d'ordre de ceux qui refusaient le statu quo.

Au cours des années soixante-dix, le chômage devint la préoccupation majeure du pays. La population du Mexique, en effet, n'a pas cessé d'augmenter à un rythme accéléré — 50,6 millions d'habitants en 1970, 70 millions en 1980 —, et ce en dépit de diverses politiques de planification familiale et de divers facteurs socio-culturels qui commencèrent à faire réfléchir les couples sur les avantages d'une famille de dimensions moindres par rapport à la tradition. A partir de 1975, le taux de natalité commença à baisser, et en 1980 le rythme de l'accroissement démographique est passé de 3,6 % à moins de 2,8 % par an.

Jusqu'à une date récente, le Mexique était un pays rural où le retard même des systèmes de production palliait le chômage grâce à des économies de subsistance et d'autoconsommation. Cependant, si, en 1970, 45 % des Mexicains vivaient dans des agglomérations de plus de 15 000 habitants, en 1980 cette proportion dépasse 50 %. L'exode des champs vers la ville, en apparence difficile à juguler, intensifia des problèmes urbains déjà nombreux et aigus, en particulier dans la zone métropolitaine (Mexico, à la fin des années soixante-dix abritait 14 millions d'habitants), à Monterrey, Guadalajara et Tijuana, et même dans des villes plus petites comme Coatzacoalcos et Acapulco.

La plus grande partie des Mexicains ne travaille plus directement la terre : en 1977, 40 % seulement de la force de travail était consacrée à l'agriculture et à l'élevage. L'une des conséquences de cette situation fut la nécessité, pour la plupart des jeunes qui venaient grossir la population active, de chercher du travail dans les industries de transformation ou dans le secteur tertiaire; mais l'expansion de l'emploi dans ce dernier domaine est lente, et la demande de main-d'œuvre s'adresse toujours davantage à des

ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés, et non plus à une force de travail sans qualification ni instruction comme celle qu'amène en ville l'exode rural.

La présence de plus en plus nombreuse des femmes dans la population économiquement active a également contribué à limiter les possibilités d'emploi pour les hommes. Cela dit, peu de pays ont fait l'expérience d'une croissance aussi rapide de la population en âge de travailler, au sein d'un système économique insuffisamment dynamique et structurellement déséquilibré.

L'abandon relatif des champs dans les dernières années n'a pas seulement encouragé, du fait des fortes différences de salaire, l'émigration rurale vers les villes ou vers les États-Unis; il en est également résulté que la production d'aliments et de certaines matières premières n'a pas suivi le rythme de la demande. A cette inadéquation a contribué aussi l'absence de stimulants susceptibles d'encourager l'agriculture, tels que prix garantis et amélioration des conditions de la production dans les régions les moins favorisées, mais les plus peuplées. Le Mexique, qui vivait sur ses propres ressources en matière alimentaire, a dû importer en masse grain, lait en poudre, sucre et autres produits de base. Un grand débat sur les formes de propriété les plus aptes à favoriser et à augmenter la production a remis à l'ordre du jour la discussion entre les partisans et les détracteurs de l'*ejido*. La décision du gouvernement de ne pas altérer la structure mixte de la propriété rurale fut davantage l'effet de motifs politiques que de raisons économiques. Quoi qu'il en soit, il était évident, à la fin de la décennie, que le gouvernement tentait des efforts extraordinaires pour revivifier l'agriculture, augmentant les prix garantis de certains produits alimentaires, assurant une amélioration du système de crédit rural, soutenant la mécanisation, appuyant la transformation de terres d'élevage en terres de culture : bref, s'efforçant de donner au secteur agricole une perspective attrayante tant pour le travailleur que pour l'investisseur. On retrouve ces grandes lignes dans un projet ambitieux, le Système Alimentaire Mexicain (SAM), présenté par le gouvernement au début de 1980. Ce projet a pour objectifs à moyen terme

de rendre au pays en matière alimentaire la relative autonomie qu'il était parvenu à maintenir par le passé, d'améliorer la conservation et la commercialisation des produits, enfin, de faire progresser le niveau de nutrition de vastes secteurs de la population urbaine et rurale.

En ce qui concerne le monde extérieur, les années soixante-dix furent le cadre de changements importants. La politique étrangère du Mexique s'était caractérisée, auparavant, par son aspect défensif et, dans une certaine mesure, passif. Les régimes post-révolutionnaires s'étaient montrés plutôt discrets quant au rôle du Mexique sur la scène internationale. En prenant possession de sa charge en décembre 1970, le président Echeverría avait laissé entendre que son administration poursuivrait cette pratique; pourtant, peu de temps après, il inaugurait avec brio de nouvelles attitudes en matière de politique internationale. Le Mexique ayant visiblement perdu de son intérêt aux yeux des États-Unis, il n'est pas impossible que la conscience de ce changement ait motivé l'attitude d'Echeverría, et qu'il ait jugé nécessaire, en dépit du poids déterminant des facteurs géopolitiques, de chercher d'autres contacts avec le monde extérieur. En effet, si à l'occasion de la deuxième guerre mondiale une « relation spéciale » avait existé entre le Mexique et les États-Unis, celle-ci semblait de plus en plus ténue, et certaines positions nord-américaines tendaient à le prouver : en 1969, sans préavis et de façon abrupte, Washington prétendit obliger le Mexique à renforcer sa campagne contre le trafic de drogues par des interférences fâcheuses pour le tourisme frontalier; en 1971, lorsque le Mexique demanda que ses produits fussent exemptés de la taxe générale de 10 % décrétée par les États-Unis sur ses importations, Washington fit la sourde oreille.

Devant ce que le Mexique interpréta comme une attitude négative et irréversible des États-Unis, le président Echeverría estima nécessaire de promouvoir un rapprochement avec les pays du Tiers Monde, pour tenter, dans un effort concerté, d'arracher aux nations développées les concessions économiques que réclamaient avec urgence les économies dépendantes et les économies périphé-

riques. Il parut également important d'amener les Mexicains à prendre conscience de certaines conditions de vie qui régnaient dans les nations en développement, et dont leur pays n'était pas exempt, ainsi que des obstacles de nature internationale auxquels toutes ces nations avaient à faire face. Cette décision prise, ranimée des traditions nationalistes et anti-impérialistes ne sembla plus une imprudence. Le Mexique aspira alors à occuper parmi les nations du Tiers Monde une position de *leadership* que ratifia, dans une certaine mesure, l'adoption par les Nations-Unies, en décembre 1974, de la Charte des Droits et Devoirs Économiques des États, une proposition mexicaine qui contenait les principes économiques défendus, au nom de l'équité internationale, par la majorité des pays sous-développés.

Sur le plan interaméricain, le Mexique dédaigna l'utilité douteuse de l'Organisation des États Américains (OEA) et, en revanche, soutint avec enthousiasme la création du Système Économique Latino-américain (SELA), organisme destiné à coordonner et à défendre les prix des principales matières premières exportées par les différents pays-membres, à favoriser des actions d'ensemble, et à créer des entreprises multinationales latino-américaines — Cuba inclus —, parmi lesquelles on peut citer la *Naviera del Caribe* (Navale des Caraïbes), qui devait concurrencer les grandes compagnies internationales et diminuer les coûts du transport maritime. Sur le plan politique, le Mexique raviva ses relations avec le gouvernement socialiste de Cuba et donna ouvertement son appui au gouvernement chilien d'Unité Populaire, présidé par Salvador Allende; à la chute de celui-ci, le Mexique rompit ses relations diplomatiques avec les auteurs du coup d'État et accueillit les réfugiés politiques chiliens, ainsi que ceux d'autres pays d'Amérique latine. En 1979, il suspendit ses relations avec le régime de Somoza et par la suite donna son appui au gouvernement révolutionnaire du Nicaragua.

Sur le plan intérieur, le Mexique essaya de modifier un peu les règles du jeu de l'investissement étranger direct et s'efforça de relâcher ses liens de dépendance. Résultats de cette politique : les

lois d'Enregistrement du transfert de technologie, celles de l'Usage et Exploitation des brevets et marques (1972), celles de la Promotion de l'investissement mexicain et de la Réglementation de l'investissement étranger (1973).

Mais l'effort de l'administration d'Echeverría vers un plus grand degré d'indépendance politique ne s'appuyait pas sur des bases économiques et financières saines, et la crise de 1976 marqua un arrêt subit de cette stratégie à visées internationales. Le gouvernement de López Portillo dut solliciter, en 1977, l'aval du Fonds monétaire international — et, indirectement, celui des États-Unis — pour rétablir la confiance dans la viabilité économique du pays. La participation du Mexique dans les affaires internationales diminua notablement; néanmoins, le très rapide développement des nouvelles ressources pétrolières restaura le rythme de la croissance intérieure, et l'éventuelle insolvabilité du Mexique cessa d'être un motif de préoccupation sur les marchés internationaux des capitaux.

Dans les négociations avec les États-Unis, des tensions se firent sentir à nouveau, à propos des ventes de gaz naturel, et également de la présence sur le territoire nord-américain de plusieurs millions de travailleurs mexicains illégaux. Cette fois, pourtant, le pétrole allait donner au Mexique un poids nouveau dans les négociations. Si les importations massives d'aliments en provenance des États-Unis et la menace d'un durcissement de la politique nord-américaine à l'égard des travailleurs sans papiers constituaient les points faibles de la position mexicaine, elles n'empêchèrent pas toutefois le Mexique de tirer parti de son pétrole pour fortifier sa présence en Amérique centrale — zone d'influence nord-américaine par tradition —, de renforcer ses relations politiques, et même économiques, avec Cuba, de chercher activement à diversifier ses marchés pétroliers, dans l'intention de créer des liens d'intérêt avec d'autres puissances industrielles et d'obtenir de celles-ci la technologie nécessaire à de nouvelles industries. Le Mexique introduisait ainsi une plus grande souplesse et une attitude plus nuancée dans sa politique internationale.

A la fin des années soixante-dix, le Mexique semblait donc réaffirmer son caractère de puissance « moyenne » et chercher à se libérer des liens de dépendance envers ses puissants voisins du Nord. A la longue, le succès de cette entreprise ne devait pas dépendre seulement d'un certain nombre d'actes de volonté, mais aussi de l'aptitude du groupe dirigeant à résoudre les graves problèmes intérieurs du pays : réaliser une économie efficiente, rendre son activité à l'agriculture, accroître la création d'emplois, s'ouvrir à une vie politique plus démocratique, permettre une distribution plus équitable des richesses, en un mot, démontrer et réaffirmer la légitimité du système.